

**I4CE**

INSTITUTE FOR  
CLIMATE  
ECONOMICS

Une initiative de la Caisse des Dépôts et  
de l'Agence Française de Développement

# Financement de la transition : la « finance verte », un instrument magique?

lhedate

Morgane Nicol, Directrice du programme Territoires

14/05/2020

QUI SOMMES-NOUS ?

# Le *think tank* pour mettre l'économie et la finance au service du climat

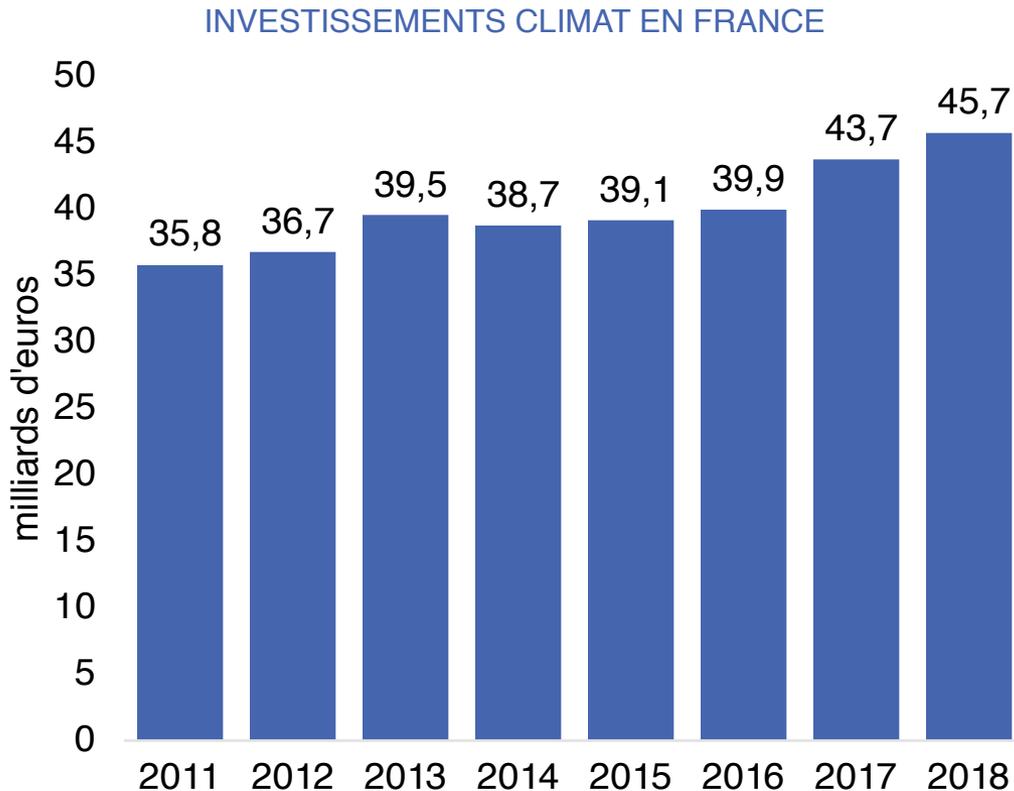
- Association loi 1901, d'intérêt général





Atteindre la neutralité carbone : des besoins en investissements « matériels » importants

# Les investissements « matériels » pour le climat en augmentation

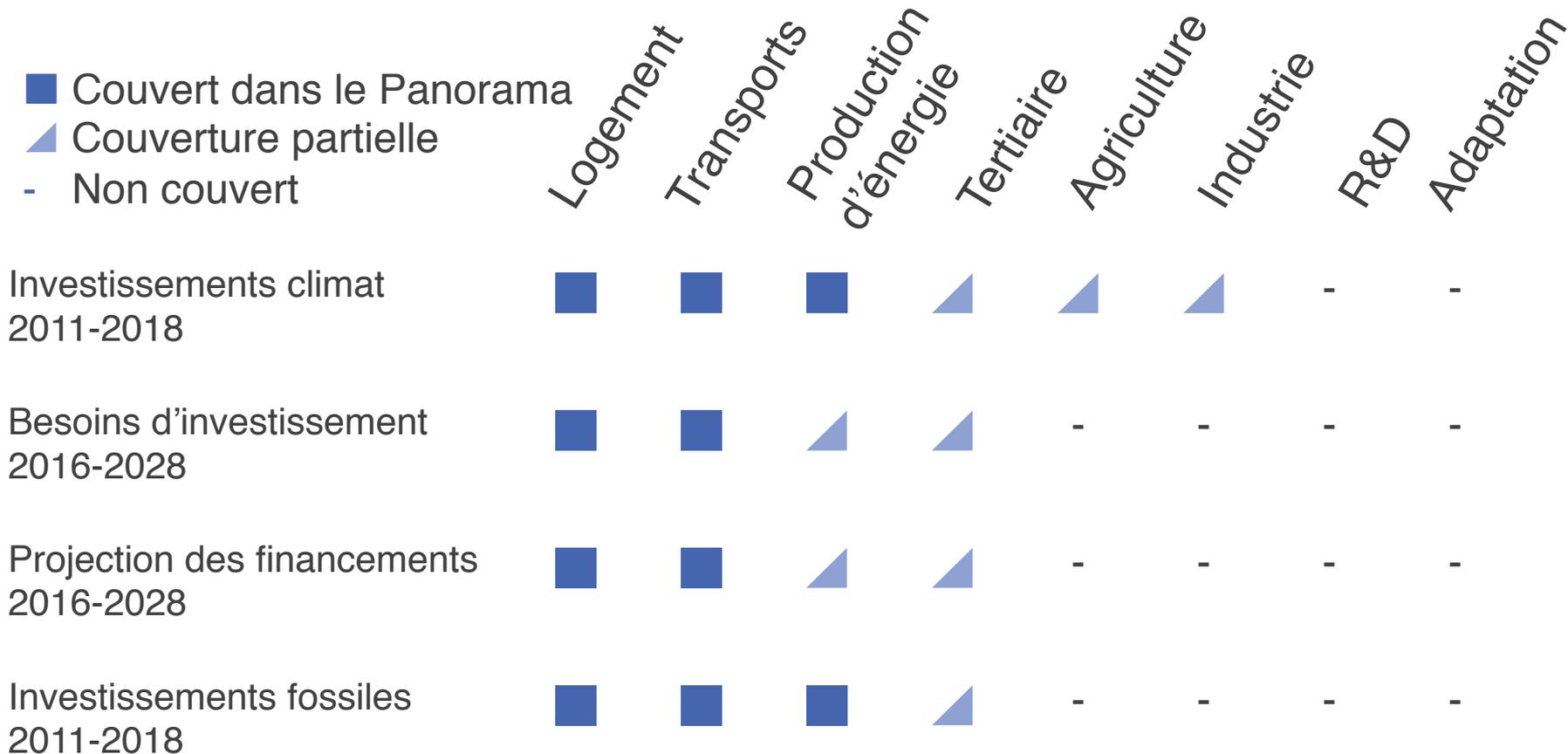


Etude  
complète  
disponible sur  
le site d'[I4CE](http://www.i4ce.fr)

Pour comparaison, FBCF en France :

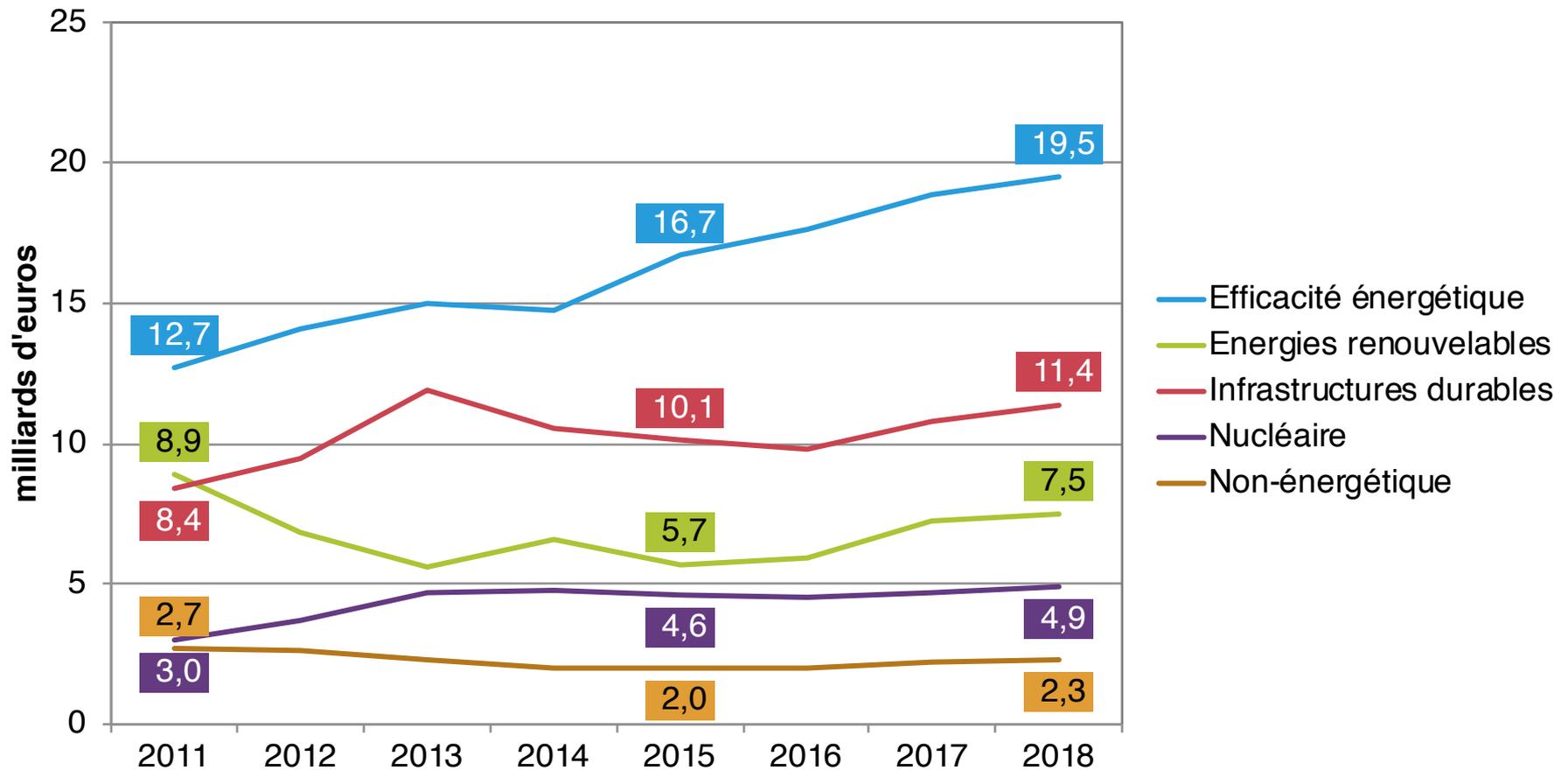
- ~500 Mds€ annuels
- Dont ~100 Mds€ immatériel
- Dont ~200Mds€ dans les logements

# Une estimation basse de ces investissements et besoins



# La majorité des investissements ont lieu dans l'efficacité énergétique et les infrastructures durables

Investissements en faveur du climat en France, par domaine de contribution à la transition bas-carbone



# Mais est-ce suffisant ? Les objectifs de la Stratégie Nationale Bas-Carbone

Figure 6 – Répartition sectorielle des trois prochains budgets carbone en MtCO<sub>2</sub>eq



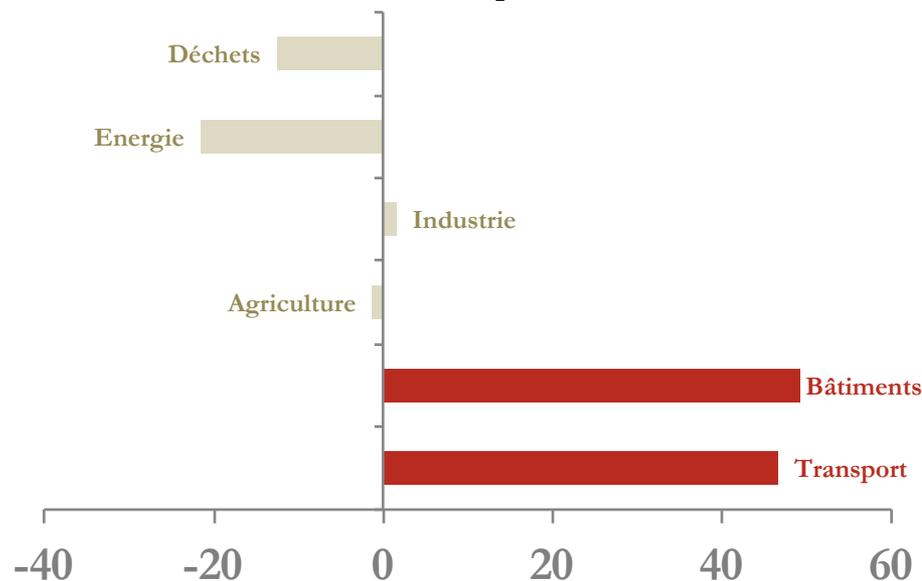
En savoir plus sur la SNBC : <https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/strategie-nationale-bas-carbone-snbc>

SNBC révisée adoptée par décret le 21 avril 2020

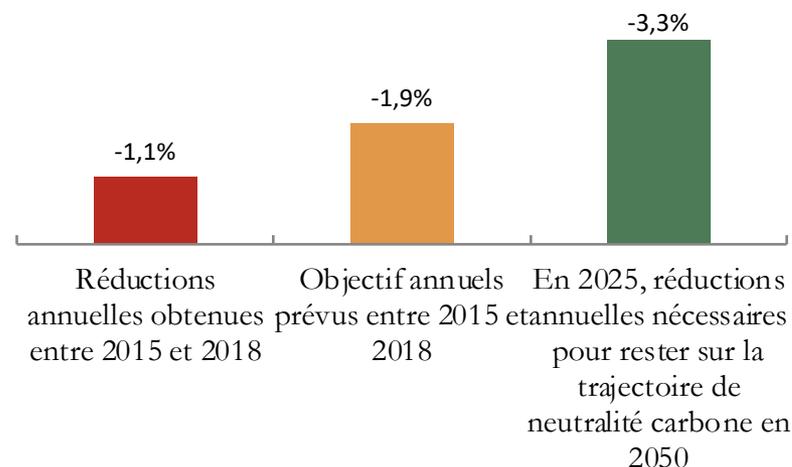
## La neutralité carbone en 2050 pour la France est le bon objectif... mais les efforts pour atteindre cet objectif sont insuffisants

- Les changements structurels ne sont pas engagés
  - Le premier budget carbone n'a pas été respecté

Ecart au budget 2015-2018 pour les différents secteurs, en millions de tonnes de CO<sub>2</sub> équivalent



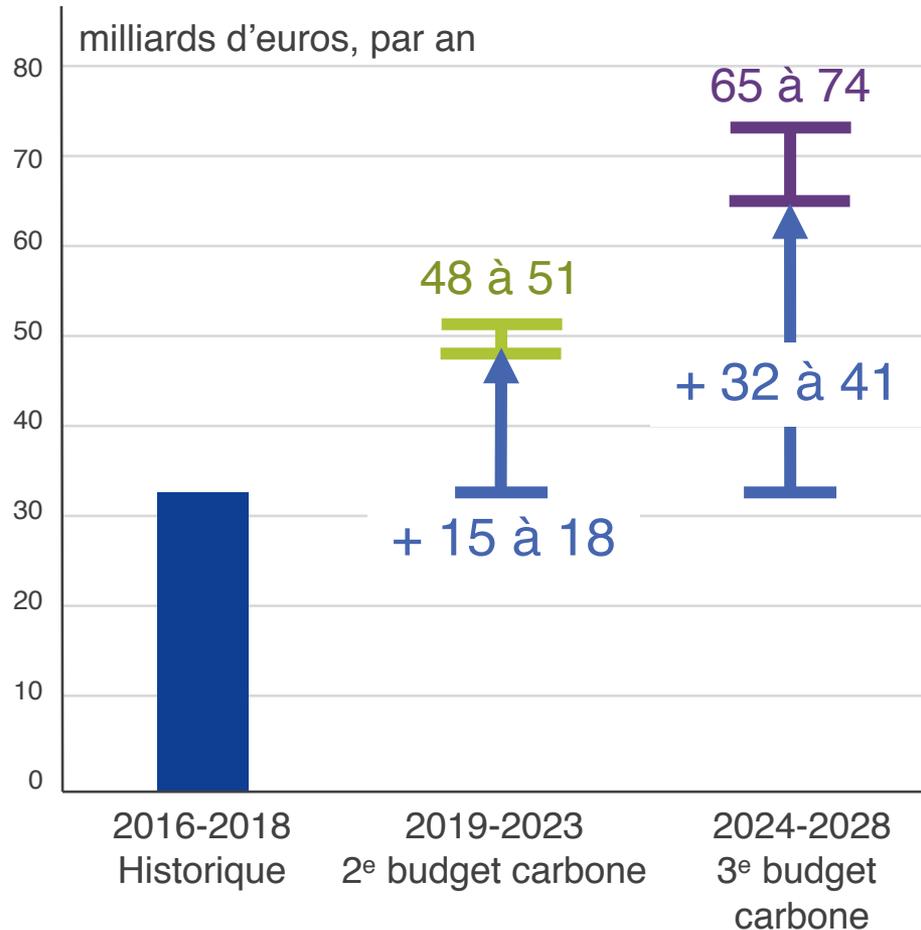
- Le rythme doit s'accélérer



- Les émissions du territoire français ne couvrent pas l'entièreté de la responsabilité de la France
  - Transports maritimes et aériens internationaux
  - Empreinte carbone

# Entre 15 et 18 milliards d'euros supplémentaires seront nécessaires chaque année d'ici 2023

## INVESTISSEMENTS CLIMAT : HISTORIQUE ET BESOINS, MOYENNES ANNUELLES



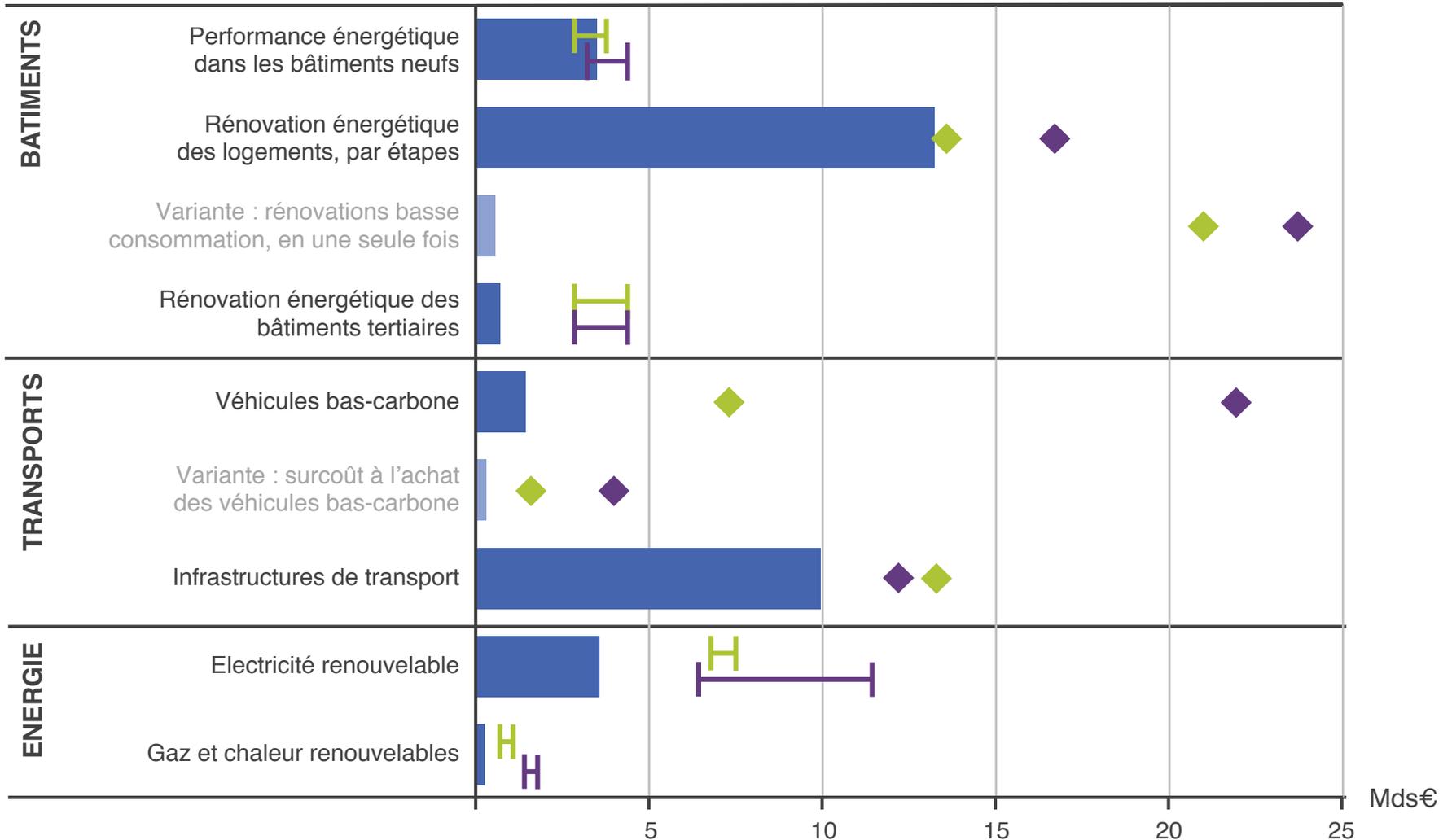
## COUVERTURE SECTORIELLE DES BESOINS D'INVESTISSEMENT

(principaux secteurs, en milliards d'euros)

	2016-18	2019-23	2024-28
■ Logement ENR Transports (...)	33	48 à 51	65 à 74
▲ Agriculture Industrie Nucléaire (...)	13	n.e.	n.e.
- R&D Adaptation	n.e.	n.e.	n.e.

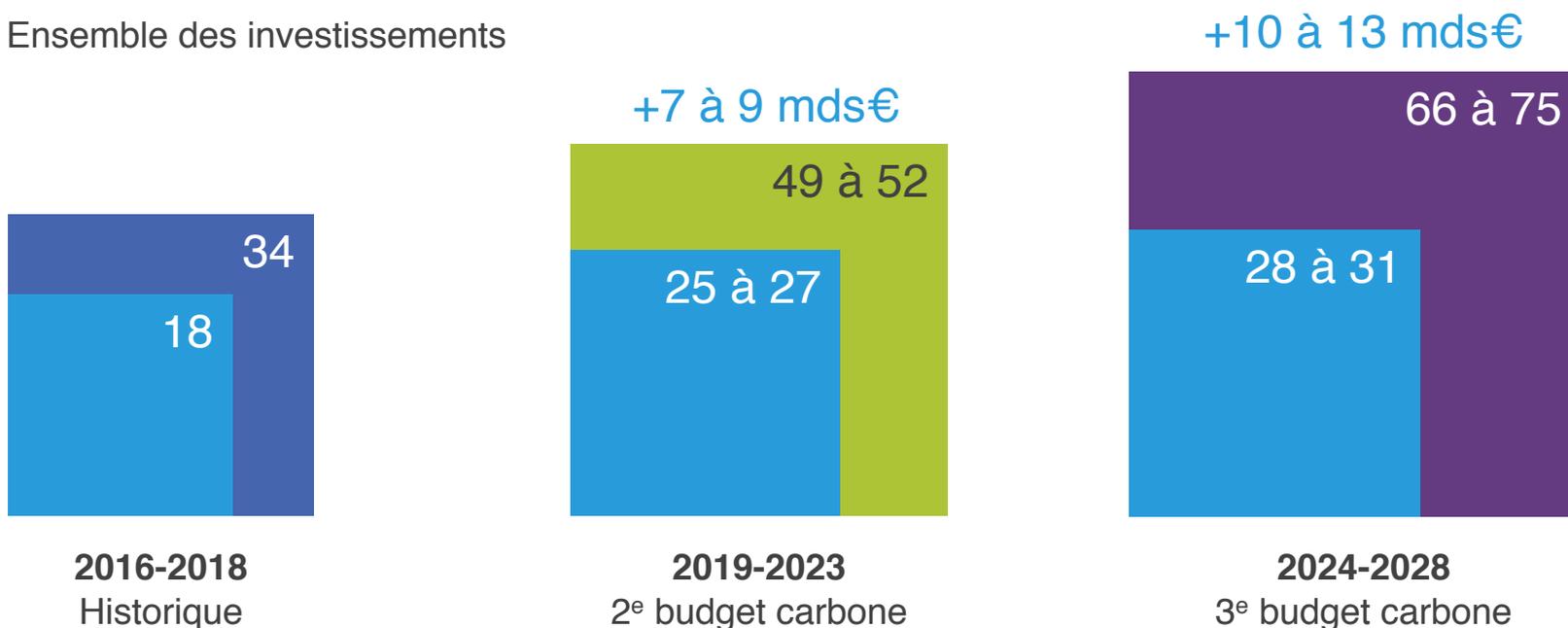
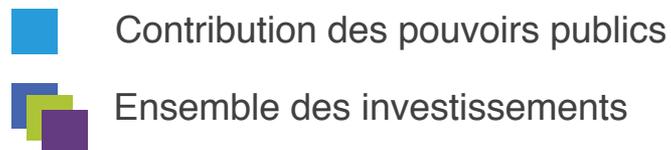
# Des situations sectorielles contrastées

■ Historique 2015-2018 ■ Deuxième budget carbone, 2019-2023 ■ Troisième budget carbone, 2024-2028



# La contribution annuelle des pouvoirs publics devra augmenter de 7 à 9 milliards d'euros d'ici 2023

## CONTRIBUTION DES POUVOIRS PUBLICS AU FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS CLIMAT

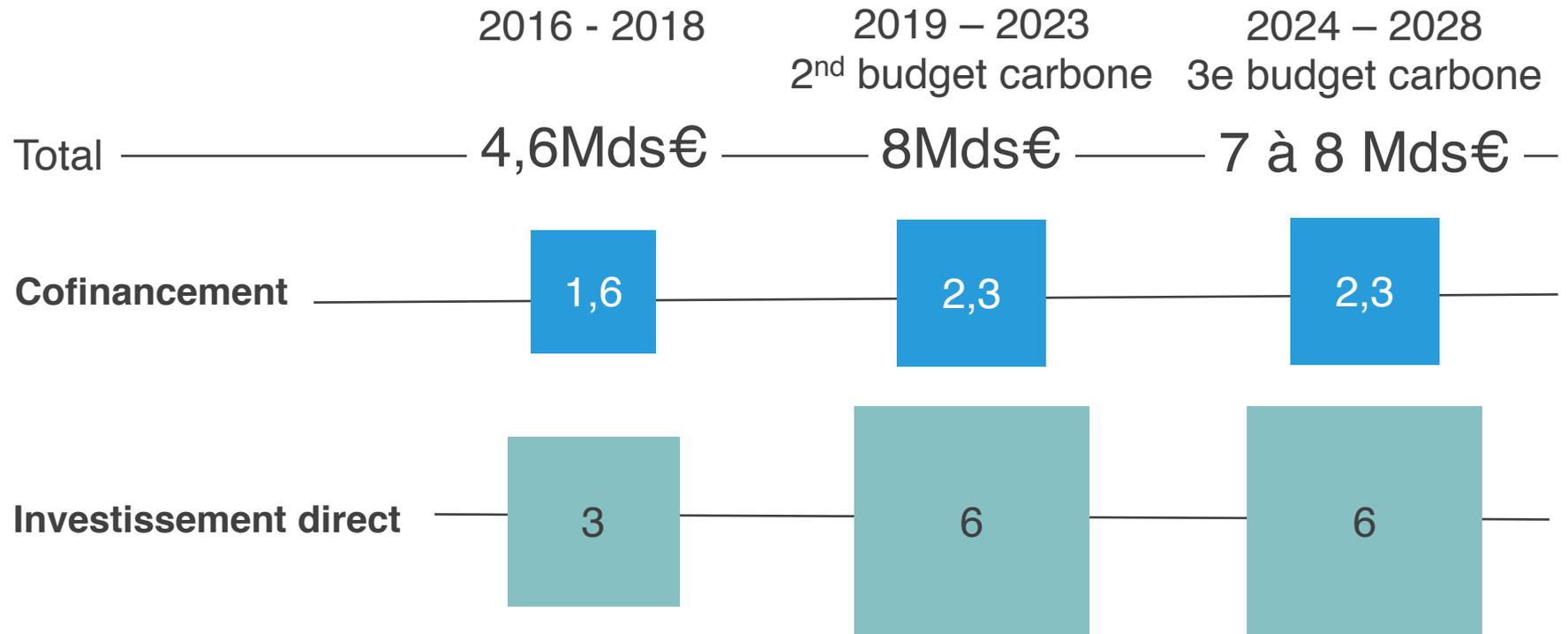


+ 4 milliards d'euros  
secteurs ▲ non évalués

Principe de la projection des financements : chaque secteur atteint les objectifs d'investissements de la SNBC en conservant le mode de financement (public, privé) observé en 2016-2018.

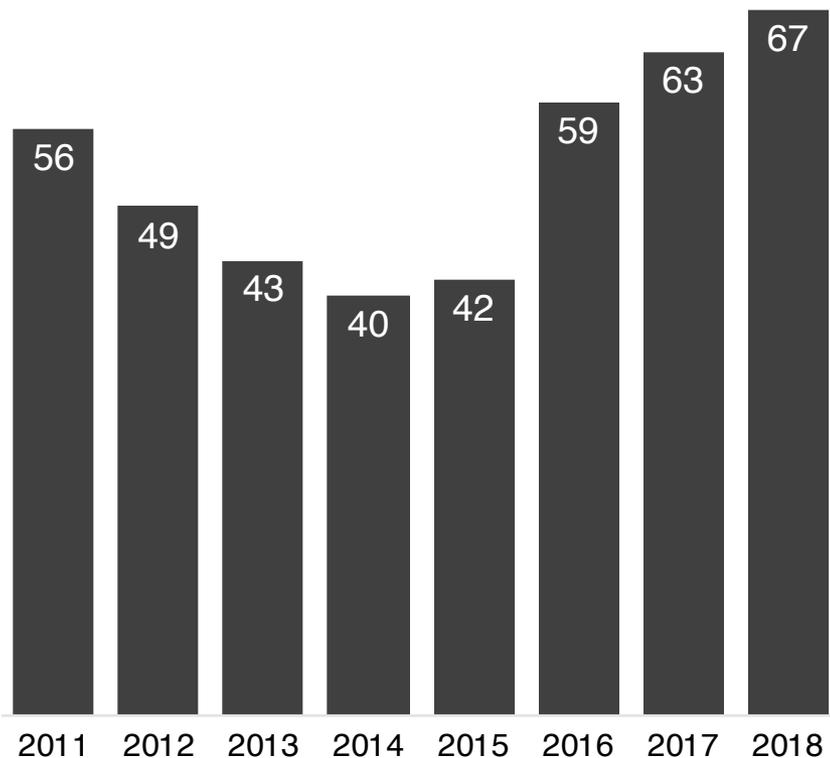
# Les collectivités locales doivent doubler leur contribution dans les 5 prochaines années

ESTIMATIONS BASSES EN PROJÉTANT LEUR CONTRIBUTION ACTUELLE A CES HORIZONS  
– A PRECISER DANS LES PROCHAINS MOIS

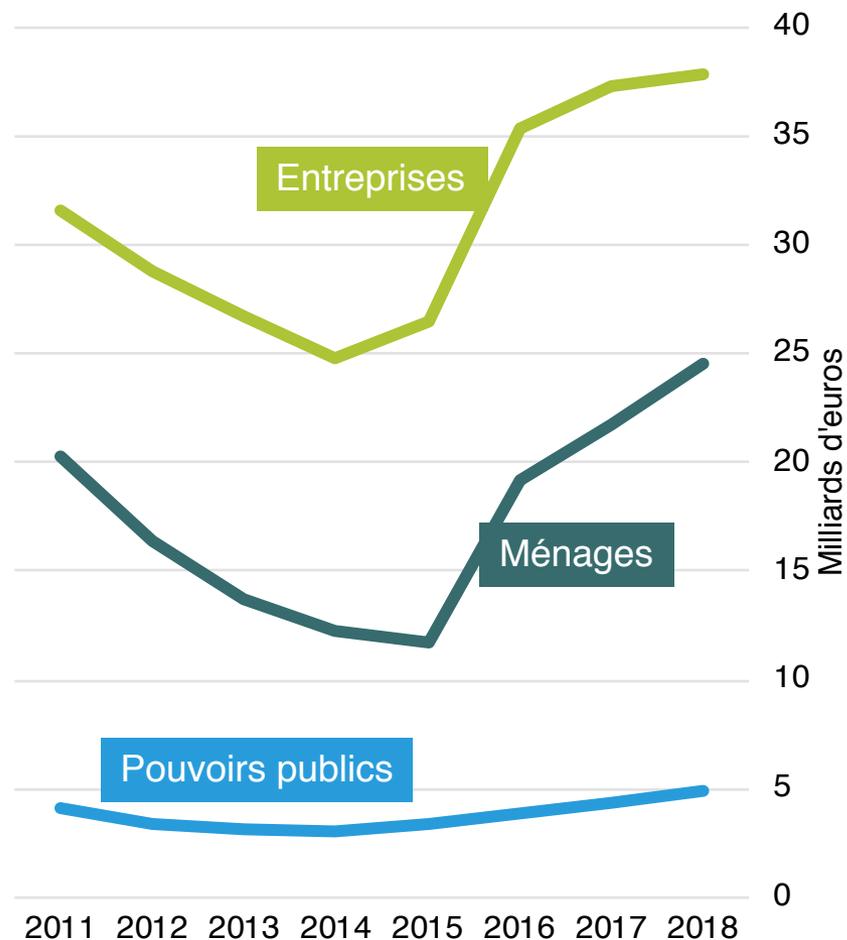


# Réorienter les investissements du « brun » vers le « vert »

INVESTISSEMENTS DÉFAVORABLES AU CLIMAT, EN MILLIARDS D'EUROS



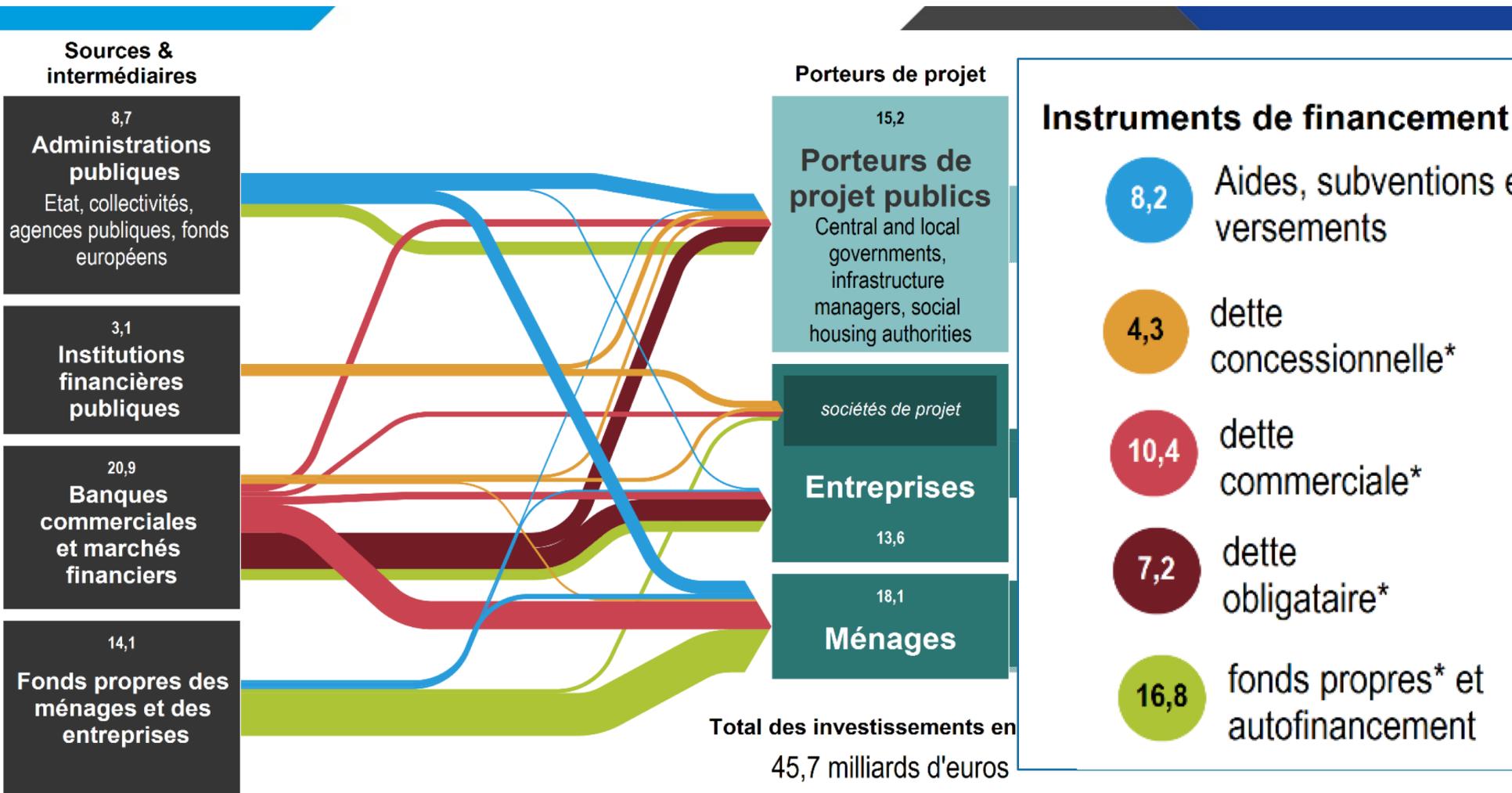
RÉPARTITION PAR PORTEUR DE PROJETS





# Financer ces besoins d'investissement

# Qui finance ces investissements et comment ?



# D'abord se poser la question de quels sont les porteurs de projets à financer

## RÉPARTITION DES BESOINS D'INVESTISSEMENTS PAR PORTEUR DE PROJETS

<i>(en milliards d'euros, par an)</i>	Projections d'investissement		
	2016-2018 Historique	2019-2023 2 <sup>ème</sup> budget carbone	2024-2028 3 <sup>ème</sup> budget carbone
Pouvoirs publics	13	17 à 18	17
Ménages	15	16 à 17	25 à 26
<b>Entreprises</b>	<b>6</b>	<b>14 à 16</b>	<b>23 à 30</b>
Ensemble	33	48 à 51	65 à 74

Source : I4CE, Panorama des financements climat, édition 2019. Hors dépenses fiscales (ex : TVA à taux réduit sur les travaux d'efficacité énergétique dans les logements).

# Financer les investissements additionnels requis des pouvoirs publics ?

**Investissements comme porteurs de projet (hors co-financement) :**

**13 Mds€ / an aujourd'hui ; 17Mds€ / an en 2024-2028**

**Principalement infras de transport et bâtiment, mais aussi flotte de véhicules, ENR...**

⇒ **Sources de financement? Un enjeu d'abord de financement du budget de l'Etat et des budgets des collectivités territoriales, non spécifiques au Climat**

1. Fiscalité, nationale + locale
2. Marchés financiers
3. Fonds européens et dette commerciale

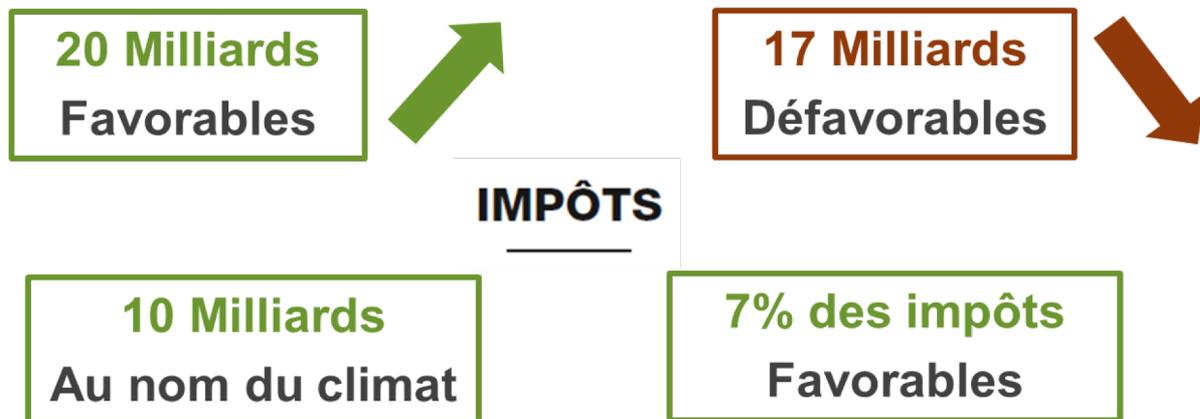
⇒ **Quid de la réorientation des investissements ?**

⇒ **Quid de la taxe carbone ?**

⇒ **Quid des débats actuels autour de la création monétaire ?**

# Evaluer : Un point de départ pour verdir le Budget

## DÉPENSES DE L'ÉTAT



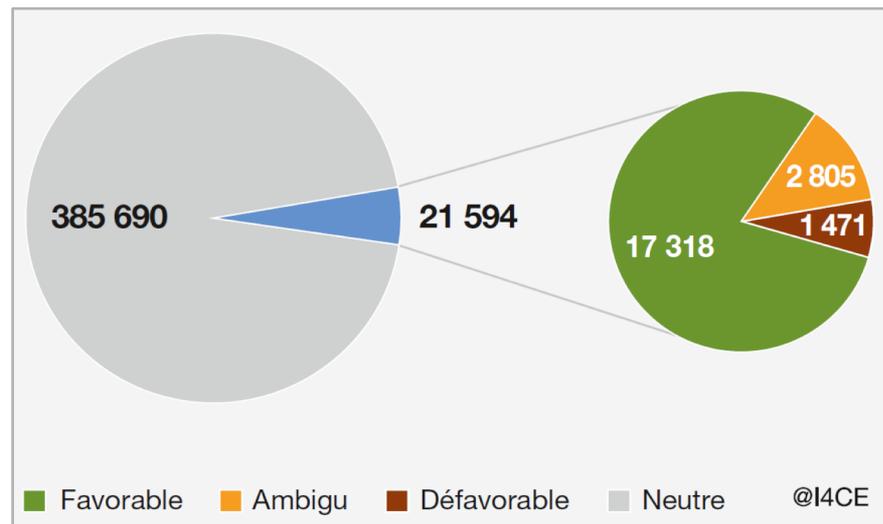
Pour aller plus loin, rapport complet disponible sur le [site d'I4CE](#)

Et cadre méthodologique ICF-CGEDD disponible [ici](#)

Transformer la fiscalité des transports	Maîtriser les dépenses de fonctionnement
Réformer 16 Md€ de niches fiscales	Inscrire l'exercice dans un processus politique

## Dépenses budgétaires : 22 milliards, majoritairement favorables

- 5% des dépenses du budget
- 17,3 milliards favorables
- 2,8 milliards ambigus
- 1,5 milliards défavorables



**5,4 Md€**

Energies renouvelables



**5,2 Md€**

Mobilités durables



**2,2 Md€**

Recherche



**1,8 Md€**

Bâtiment



**1,6 Md€**

Zones non-interconnectées



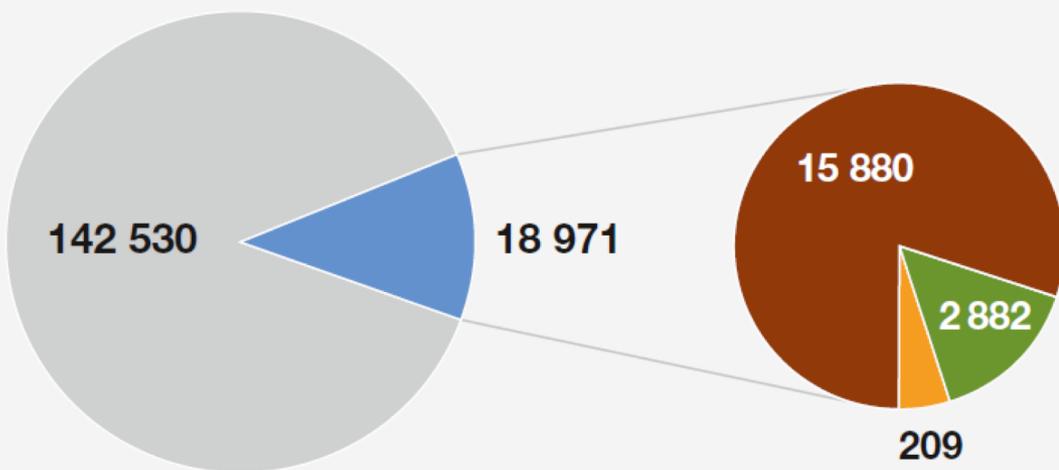
**1 Md€**

Fonctionnement de l'Etat

# Dépenses fiscales : 19 milliards, surtout défavorables

**16 Md€ défavorables**

DÉPENSES FISCALES (millions €)



■ Favorable ■ Ambigu ■ Défavorable ■ Neutre @I4CE

**2,9 Md€ favorables** au climat



2,2 Md€



0,5 Md€

4 niches principales, pour

**10,7 Md€**



3,6 Md€



3,5 Md€



2,2 Md€



1,5 Md€

# Pour aider à réorienter les dépenses de “brun” vers “vert”, évaluer son budget sous un angle climat

Projet en cours piloté par I4CE

Objectifs:

- Visualiser la “couleur” du budget, sous un angle atténuation et adaptation
- Construire un outil d’aide à la décision pour les discussions budgétaires
- Faciliter l’identification de dépenses éligibles pour un green bond

Le cadre produit sera public et diffusé à partir du second semestre 2020



# Financer les investissements additionnels requis des ménages ?

**15Mds€ / an aujourd'hui ; jusqu'à 26Mds€ / an en 2024-2028**

**2 principaux champs d'investissements portés par les ménages :**

- Rénovation énergétique des logements privés
- Acquisition de véhicules bas-carbone

⇒ **Au moins en partie un enjeu de réorientation des dépenses des ménages (sauf ménages précaires)**

⇒ **Sources de financement?**

- « Fonds propres » des ménages (pour ceux qui le peuvent) ?
- Incitations à la réorientation des investissements + financement des investissements des ménages les plus précaires => aides et subventions
- Souhaite-t-on développer l'endettement pour ce type de dépenses ?

# Financer les investissements additionnels requis des entreprises ?

**6 Mds€ / an aujourd'hui ; jusqu'à 30Mds€ / an en 2024-2028**

**Champs d'investissement portés par les entreprises : ENR, EE industrie, mais aussi véhicules, bâtiments...**

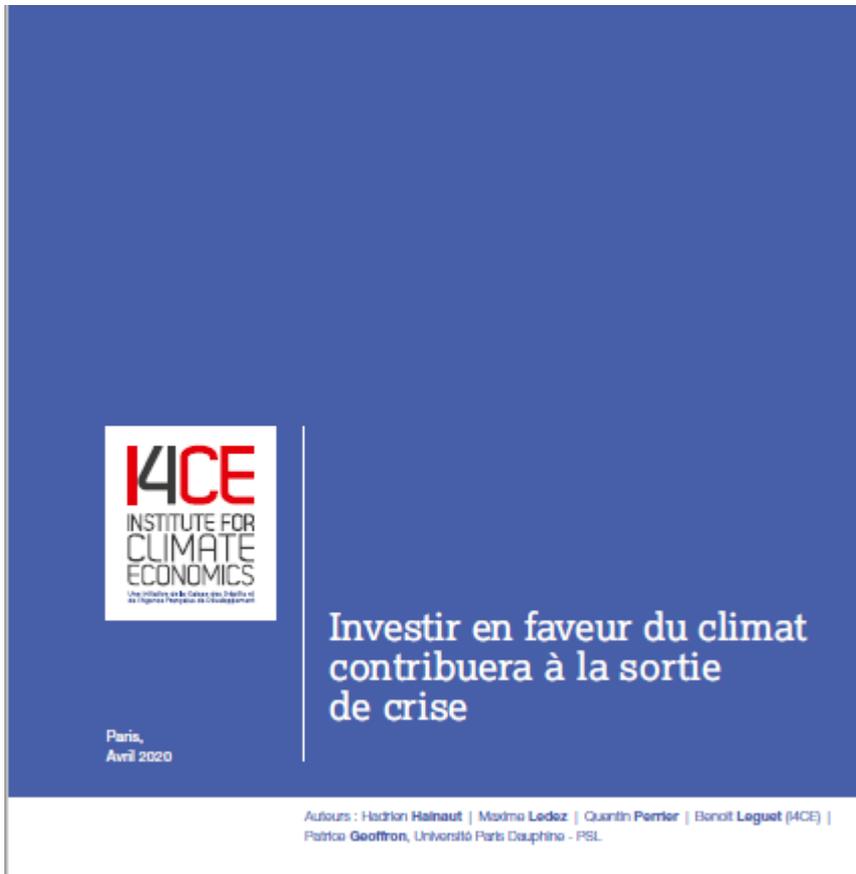
⇒ **Enjeu de réorientation des activités + dépenses pour EE**

- **Quelles incitations ?** Publiques ? Consommateurs ? Institutions financières ?

⇒ **Sources de financement?**

- Majorité financement sur leur bilan + SPV pour ENR
- Sources classiques de financement :
  - Marchés financiers (actions et obligations)
  - Endettement auprès de banques commerciales

# I4CE propose un plan de financement basé sur ces différents contextes et contraintes



V1 sortie en avril 2020, disponible à [ce lien](#)

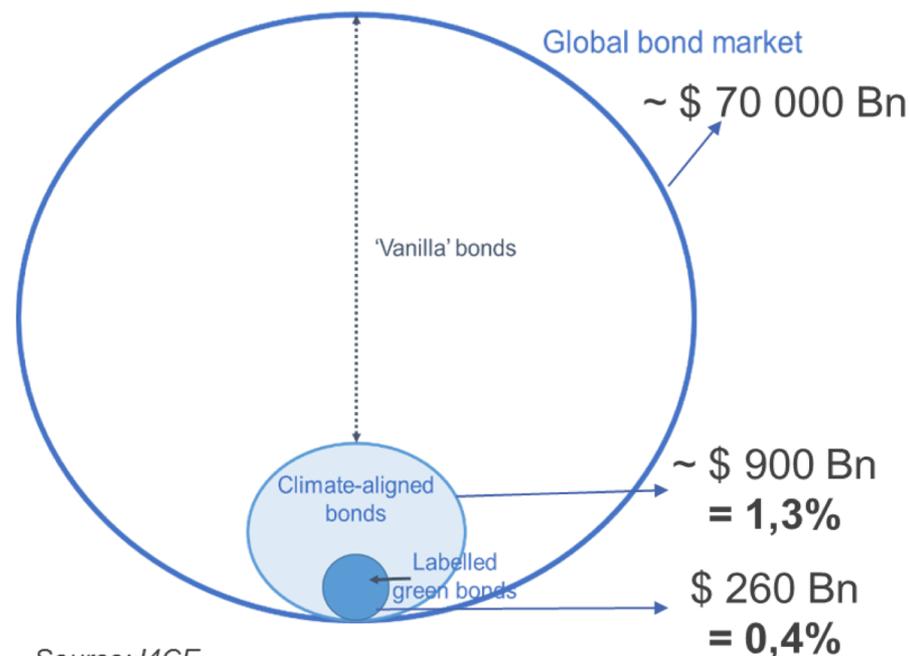
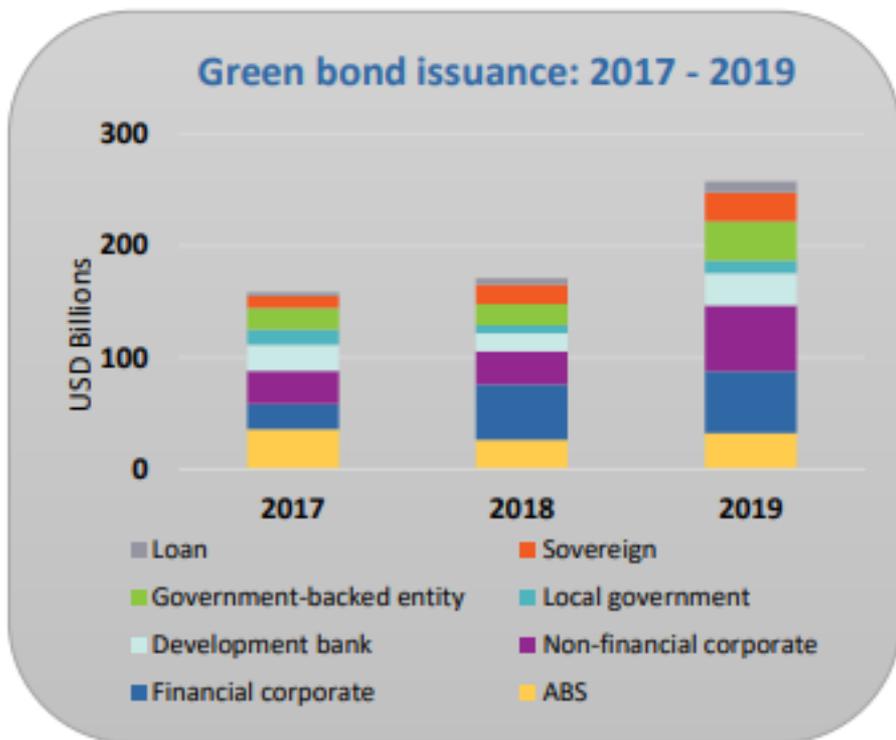
V2 prévue pour juin 2020



Quel(s) rôle(s) pour les institutions  
financières et les marchés financiers ?

# Quel(s) rôle(s) pour les institutions financières et les marchés financiers ?

## La « finance verte » : exemple des « green bonds »



⇒ Les institutions financières n'en font-elles pas assez ?

⇒ Quel rôle attendre des institutions financières ?

# Quel(s) rôle(s) pour les institutions financières et les marchés financiers ?

## Rendement



- **Résultat de l'entreprise**
  - ⇒ Macro-économie
  - ⇒ Consommateurs
- **Calcul de valeur par les actionnaires**
  - ⇒ Réaction / Anticipation des marchés
  - ⇒ Dividendes versés

Comment est fixé le niveau d'exigence de rendement ?  
=> Dont attente de rendement de l'épargne

## Risque



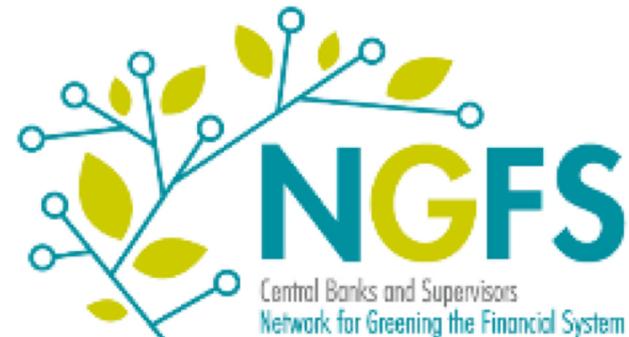
- **Dépend de la contrepartie financée**, très peu de ce que cette contrepartie va financer
- **Calcul du risque :**
  - Calcul basé sur le passé
- Problématique de la gestion indiciaire sur les marchés

# Les sujets climat deviennent un enjeu pour les régulateurs et superviseurs financiers

- Réguler ce qui est déclaré comme des produits financiers « verts » :  
La taxonomie européenne



- Les risques climat : un risque systémique pour la stabilité du système financier mondial ?



# Conclusion : De la finance carbone à l'intégration du climat dans toutes les activités financières

- **Finance carbone** : Marchés ETS et compensation
- **Finance climat** : instruments financiers 'climat'
- **'Maintreaming'** : Prise en compte des enjeux climat dans toutes les activités financières





Merci !

# Quatre critiques de la taxe carbone actuelle

- « **Une taxe injuste** » :
  - Certaines activités sont exemptées
  - La taxe pèse davantage sur les ménages modestes, en proportion de leurs revenus
- « **Une taxe inefficace** » :
  - Tout le monde ne peut pas réduire rapidement ses consommations (prisonniers énergétiques)
- « **Une taxe qui ne finance pas la transition écologique** »
  - Une incompréhension des citoyens
- « **Une taxe de trop** »
  - Des prélèvements obligatoires considérés comme déjà élevés



# Notre scénario : regagner la confiance pour mieux rebondir

- **Niveau : Reprise de la trajectoire carbone prévue avec un an de décalage. Un pacte sur l'utilisation des recettes *additionnelles***
- **Une redistribution évolutive et progressive**
  - En 2020 : 70% de redistribution aux ménages et 30% à l'investissement
  - En 2030 : ratio 50%-50%
  - Redistribution aux cinq premiers déciles, de manière graduelle
  - Modalité : Une Prime de transition écologique versée automatiquement, sous forme de crédit d'impôt, *sans condition d'utilisation ni lien avec les dépenses d'énergie des ménages*
- **Sortie programmée des exemptions fiscales en 5 ou 10 ans maximum :**
  - Aviation (3,6 milliards) : augmenter la TVA, taxer les billets d'avion
  - Autres secteurs (transport routier, BTP, agriculture, taxis...) : mettre fin aux exemptions et recycler les revenus en baisses de charges
- **Renforcement très significatif du bonus/malus automobile, en particulier sur les SUV et grosses cylindrées**

# Label Bas carbone



# Un label national issu d'une démarche bottom-up

## 1) L'impulsion des Clubs de recherche-action



## 2) Le projet VOCAL porté par



### Financeurs

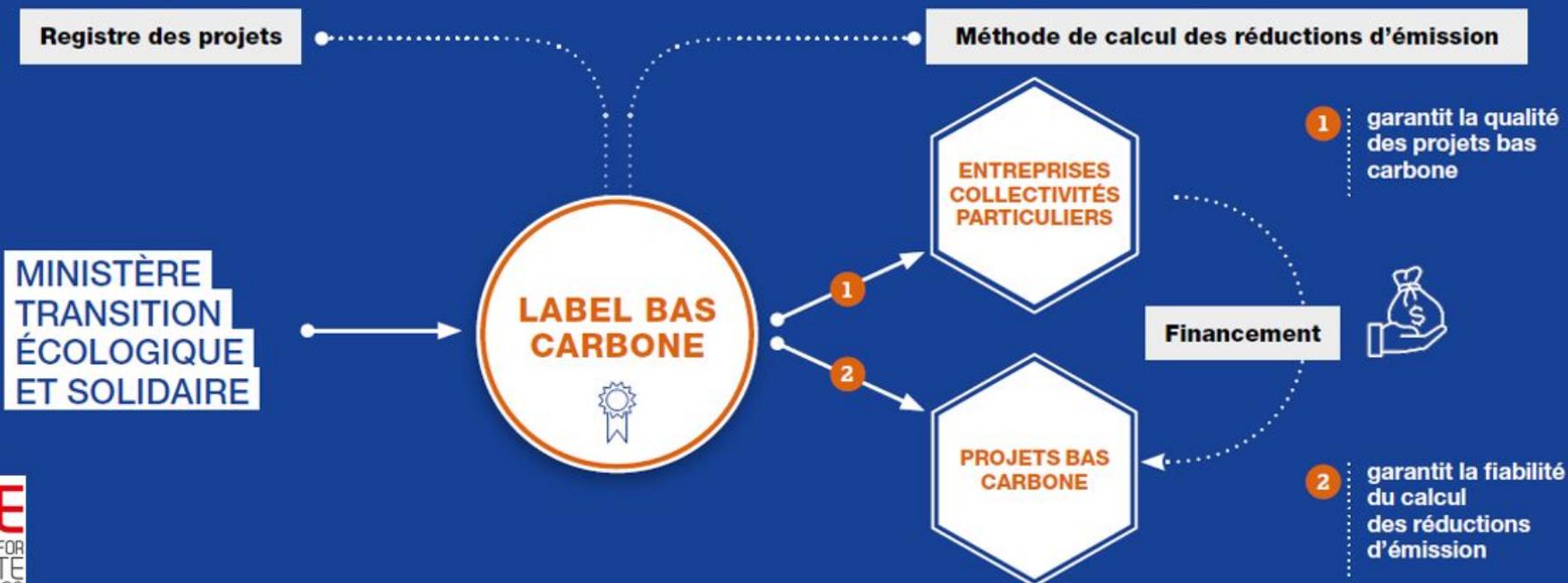
### Porteurs de projet

### Comité de pilotage

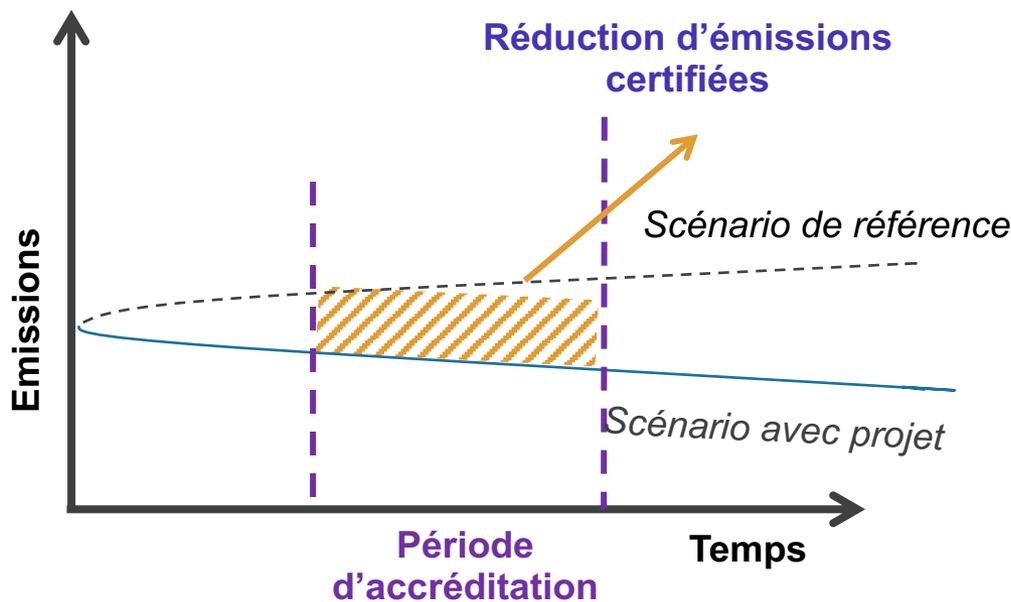


# Aujourd'hui : un outil national pour flécher des financements vers des projets à impact

## FONCTIONNEMENT DU LABEL BAS CARBONE, UN SYSTÈME DE CERTIFICATION CARBONE POUR LA FRANCE



# Qu'est-ce qu'un projet à impact?



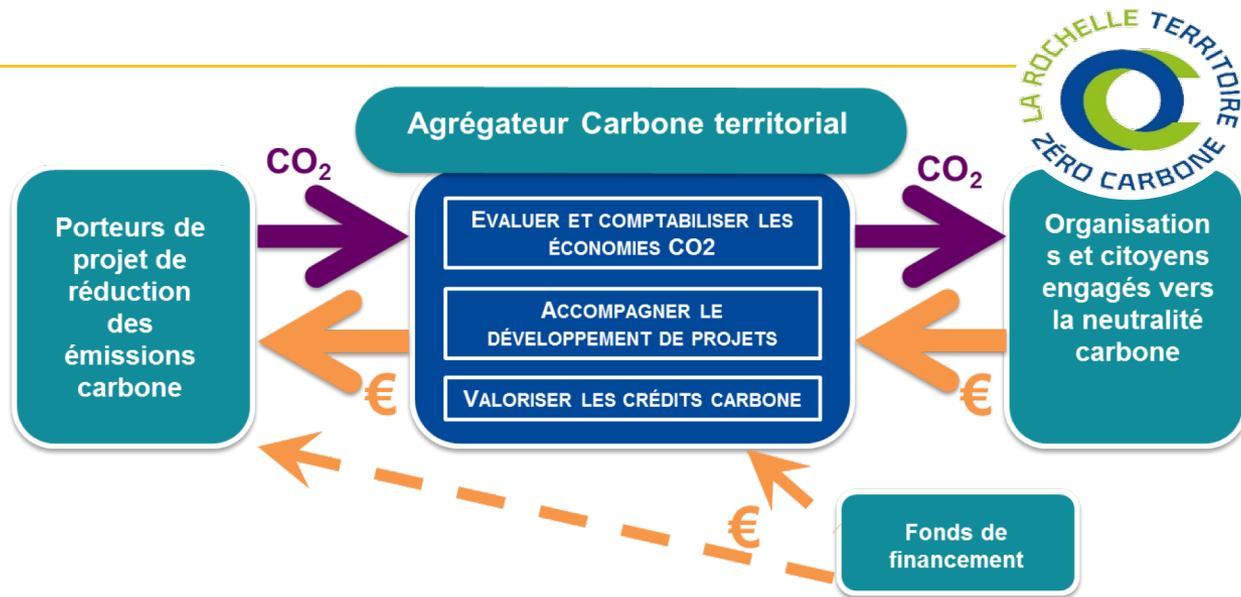
- **Scénario de référence** : sans introduction de nouvelles pratiques; suit la tendance; respecte a minima la réglementation.
- **Scénario de projet** : avec introduction de nouvelles pratiques (boisement, optimisation de la fertilisation azotée, plantation de haies, etc.)

# Exemples de projets territoriaux en lien avec le Label Bas Carbone

## Intermédiaire

### Démarches d'agrégateur carbone territorial :

- La Rochelle (TIGA)
- Paris
- Nancy



### Réflexions sur la compensation carbone dans le cadre des CTE

Le Mans, Brest, Arles et la Nièvre Ligérienne

### Projet PEI Grand Est

Collaboration au niveau d'un territoire pour financer les changements de pratique d'agriculteurs – projet pilote sur 100 exploitations agricole et étude du modèle économique

**Financier**

**Commanditaire / porteur de projets**

**Ingénierie**